



**STRATÉGIE  
2024-2028**

---

# Bangladesh

# SOMMAIRE

<b>1. ETAT DES LIEUX ET ENJEUX IDENTIFIES.....</b>	<b>4</b>
1.1 Un développement « miracle » qui s'appuie sur la planification.....	4
1.2 Des défis persistants à la trajectoire du Bangladesh .....	6
1.3 Un pays au carrefour de l'Asie .....	7
<b>2. LES ATTENTES DU BANGLADESH .....</b>	<b>8</b>
2.1 Besoins de financement.....	8
2.2 La France et l'Europe, partenaires du Bangladesh .....	8
2.3 Le positionnement du groupe AFD .....	9
<b>3. STRATEGIE DU GROUPE AFD AU BANGLADESH ENTRE 2024-2028.....</b>	<b>10</b>
3.1 Cadre d'intervention proposé .....	10
3.2 Perspectives opérationnelles envisagées.....	11
3.3 Objectifs et moyens.....	13
<b>4. ANNEXES .....</b>	<b>14</b>
ANNEXE 1. Portefeuille et historique d'engagement .....	14
ANNEXE 2. Cadre logique d'intervention du groupe AFD .....	15

# ACCOMPAGNER LE BANGLADESH DANS SA LUTTE CONTRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SA SORTIE DU STATUT DE PMA

## 1. ETAT DES LIEUX ET ENJEUX IDENTIFIES

### 1.1 Un développement « miracle » qui s'appuie sur la planification

Alors que le Bangladesh figurait parmi les pays les plus pauvres à sa création en 1971, depuis 1991 et le retour à la démocratie il enregistre un rythme de croissance élevé et en hausse à chaque décennie (7% en moyenne sur la décennie 2010-2022), permettant de multiplier le PIB/habitant en parité de pouvoir d'achat par 7,5 (979 USD en 1990 – 7 395 USD en 2022<sup>1</sup>). En 2015, le Bangladesh passe de la catégorie Banque mondiale des pays à faible revenu (PFR) à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). Depuis 2018, le pays de 171 millions d'habitants remplit les critères lui permettant de sortir de la catégorie des pays les moins avancés (PMA) des Nations Unies. Cette sortie, prévue pour être effective en novembre 2026, témoigne de progrès remarquables en termes d'amélioration de la qualité de vie de la population, au-delà de la croissance économique. Depuis la création de ce système de classification ONU en 1972, seuls six pays ont vu leur statut évoluer vers la classification supérieure.

Le Bangladesh est souvent présenté comme une « *success story* » au regard de ses résultats dans la mise en œuvre des Objectifs de développement. Dès 2015, le pays avait réduit de plus de moitié son taux de pauvreté, améliorant notablement la sécurité alimentaire de sa population, notamment à travers l'autosuffisance en céréales, et enregistré d'importants progrès en matière d'éducation primaire et secondaire. Il est aussi parvenu à répondre à la demande croissante en énergie, garantissant l'accès de sa population à l'électricité. Le Bangladesh est par ailleurs le pays d'Asie du Sud ayant le plus réduit son écart global d'inégalités entre femmes et hommes, selon l'index de disparités de genre du Forum Economique Mondial, notamment à travers l'emploi. D'une manière générale le pays enregistre un score de performance dans la mise en œuvre des ODD de 65,91 sur 100 en 2022 contre 55,57 en 2000<sup>2</sup>. Le gouvernement vise à éradiquer l'extrême pauvreté et atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) des Nations-Unies d'ici 2031 puis à devenir un pays développé en 2041. Les objectifs d'investissements socio-économiques sont formulés dans divers documents stratégiques et plans, notamment le plan prospectif « *Making Vision 2041 a reality : Perspective Plan of Bangladesh - 2021-2041* » (PP2041).

L'économie bangladaise s'est distinguée aussi par sa résilience, notamment lors de la crise liée à la pandémie de Covid-19. Malgré un fort ralentissement de son rythme de croissance, le Bangladesh est l'un des seuls pays au monde à avoir évité la récession en 2020. Son modèle est caractérisé par un cadre macroéconomique prudent et stable, des investissements privés attirés par le faible coût du travail, une augmentation de la main d'œuvre féminine et la transition de l'agriculture vers les services et le secteur manufacturier. Encore largement concentrée autour du prêt-à-porter, qui a forgé sa renommée, l'industrie est en voie de diversification vers des secteurs tels que la pharmacie, l'énergie et l'électronique. Les transferts de fonds des migrants constituent une ressource majeure de l'économie (7,7% du PIB entre 2010 et 2020, soit une manne de 165 Mds USD sur 10 ans). La guerre en Ukraine a toutefois nettement impacté l'économie du pays avec une forte hausse des prix du carburant, de l'énergie et des produits alimentaires, induisant une baisse importante des réserves de devises du pays. Historiquement maintenue en dessous de 6%, l'inflation a atteint un pic de 9,9% en mai 2022.

---

<sup>1</sup> Chiffres Banque mondiale. A titre de comparaison, l'Inde a multiplié par 6,9 son PIB/hab. en PPA sur la même période (1204 USD -> 8379 USD), le Pakistan par 3,2 (2017 USD -> 6437 USD) et le Cambodge, autre PMA de la région, par 4,8 (1098 USD -> 5349 USD).

<sup>2</sup> Classant le pays à la 101<sup>ème</sup> place du classement mondial du PNUD, entre Brunei Darussalam et le Qatar. Un score de 100 indique la réalisation des ODD. A titre de comparaison l'Afrique du Sud en 2022 atteint un score de 64. La France bénéficie d'un score de 82,05.

Sur le plan social, le pays poursuit ses politiques de réduction de la pauvreté. Pour ce faire, l'emploi est un levier essentiel. L'agriculture, quoi que son poids relatif dans le PIB ait fortement décru (de 60% dans les années 70 à 12% en 2021<sup>3</sup>), restera un secteur clé pour maintenir la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté rurale, avec également la pêche et l'aquaculture (3,5% du PIB national<sup>4</sup>). Dix ans après le drame du Rana Plaza et des progrès en matière de sécurité et conditions de travail, l'emploi reste majoritairement informel, non suffisamment rémunéré et nécessite davantage de qualifications, en particulier pour les femmes. Le PP2041 vise à convertir le dividende démographique en véritable opportunité en investissant dans le capital humain. Sont spécifiquement visés à cet égard : un taux d'alphabétisation de 100%, 12 ans d'éducation universelle et gratuite, l'accès universel à des systèmes d'assurance et à des soins de santé abordables.

Très tôt<sup>5</sup>, le gouvernement bangladais a pris la mesure des défis liés au changement climatique. Situé sur un delta de rivières directement alimenté par les grands fleuves himalayens (dont le Gange et le Brahmapoutre), le territoire du Bangladesh est globalement plat et se trouve à 90% à moins de 10 mètres au-dessus du niveau de la mer. Cette topographie et situation géographique unique, conjuguées à sa densité élevée de population, et aux phénomènes climatiques extrêmes du golfe du Bengale, exposent très fortement le pays aux risques climatiques. Il est l'un des pays les plus vulnérables au monde à cet égard. Le gouvernement a rapidement intégré l'importance d'agir, adoptant un budget spécifique pour le climat (moins de 1% du PIB annuel). Dès 2010, il a créé un fonds de lutte contre le changement climatique, le *Bangladesh Climate Change Trust*, alimenté depuis à hauteur de 490 millions USD. Dans sa contribution déterminée au niveau national (CDN), révisée en 2021, le gouvernement entend réduire les émissions de gaz à effets de serre (GES) de 6,73 % (objectif inconditionnel) et 21,85 % (objectif conditionnel) d'ici 2030, bien au-dessus de la moyenne de 4% fixée pour les PRITI pour la même période.

Cette politique volontariste se traduit dans de nombreux plans pour l'environnement et le climat. Le plus récent, le *Mujib Climate Prosperity Plan*, vise notamment à mobiliser des financements additionnels pour le climat atteignant 0,2% du PIB d'ici 2025 et jusqu'à 1% du PIB d'ici 2030. A plus long terme, le *Delta Plan 2100* vise à faire du Bangladesh un « delta sûr, résilient et prospère » pour les 110 millions de personnes qui l'habitent (2/3 de la population), et fixe des objectifs pour la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau et l'assainissement et la réduction de la vulnérabilité aux catastrophes et autres aléas liés aux spécificités géographiques du pays. Sur le volet énergétique, les objectifs fixés par le PP2041 comprennent l'indépendance énergétique totale, l'accès universel et durable à l'électricité, et le développement de 60 GW de capacités installées d'ici 2041 (40 GW d'ici 2030), dont 40 % provenant de sources « propres », soit un triplement ambitieux des capacités actuelles. Côté adaptation, le Bangladesh a présenté un nouveau Plan National d'Adaptation (NAP) pour la période 2023-2050, capitalisant sur 17 années d'expériences dans ce domaine.

---

3 PP2041

4 <https://thefinancialexpress.com.bd/trade/bangladesh-sees-significant-rise-in-fish-production-in-a-decade-1636256725>

5 En 2005 et 2009, bien avant les recommandations de la CNUCC, le pays a élaboré son Programme d'action national d'adaptation (PANA) pour lutter contre les effets du changement climatique, des objectifs également portés par la Stratégie et Plan d'action du Bangladesh sur le changement climatique (BCCSAP) de 200

## 1.2 Des défis persistants à la trajectoire du Bangladesh

Les avancées du Bangladesh sont néanmoins à relativiser dans un contexte de fragilités économiques et d'inégalités sociales importantes. 24,6% de la population, soit 41 millions de personnes, demeurent en situation de pauvreté multidimensionnelle, et 18,2% y sont vulnérables<sup>6</sup>. Les inégalités croissantes, accélérées par la crise de Covid-19, font perdre 24,4% de son IDH au pays quand elles sont prises en compte. En particulier, et malgré son avance au niveau régional sur ce plan, le pays reste en proie à d'importantes disparités de genre, demeurant 133<sup>ème</sup> sur 162 selon l'Indice de développement de genre du PNUD. Les dispositifs de protection sociale présentent encore des marges d'amélioration en termes de couverture et d'efficacité, avec des niveaux d'erreurs d'exclusion et d'inclusion qui demeurent significatifs. La crise économique, les deux confinements liés au Covid-19 et la guerre en Ukraine ont durablement impacté le marché du travail, les revenus et le niveau d'inflation. Dans ce contexte, le nombre de personnes retombées sous le seuil de pauvreté (de 15 à 25 millions selon les estimations) a révélé la grande fragilité des progrès réalisés. Enfin, le Bangladesh peine toujours à mobiliser les recettes publiques et privées nécessaires pour davantage renforcer et diversifier l'économie nationale, le pays demeurant encore fortement dépendant des flux extérieurs pour lancer certains projets et réformes structurels, ou pour faire face aux chocs externes. Le gouvernement bangladais a ainsi sollicité l'appui du FMI afin de mettre en place un programme long en soutien aux réformes économiques futures et aux réserves de change du pays<sup>7</sup>. A plus long terme, le pays doit préparer la sortie du statut de PMA, qui devrait conduire à une perte des privilèges sur ses marchés d'exportations et à un moindre accès aux financements concessionnels.

Huitième démographie du globe, majoritairement rurale (61%), la part galopante de la population urbaine engendre une urbanisation désordonnée dans le pays. Aujourd'hui à 39%, cette part de la population urbaine devrait dépasser celle de la population rurale en 2030 et atteindre plus de 60% en 2050. Cette dynamique démographique crée de nombreux défis urbains liés à l'emploi, au foncier, à la gestion des déchets ou encore aux transports qui viennent s'ajouter à un déficit structurel des infrastructures et des services sociaux de bases dans les villes. Les citoyens bangladais ont un moindre accès à l'eau, à l'assainissement et aux soins de qualité et vivent toujours à 47%<sup>8</sup> dans des bidonvilles ; une part en baisse continue (62% en 2010) mais qui reste conséquente. La capitale, Dhaka, qui abrite la moitié de la population urbaine du pays, est régulièrement classée parmi les villes présentant les conditions de vie les plus difficiles au niveau mondial. De plus, la croissance des villes empiète sur les terrains agricoles, dont la disponibilité par tête pose la question de la sécurité alimentaire laborieusement atteinte sur les dernières décennies. Le nombre absolu de pauvres urbains s'est accru et risque de s'aggraver avec l'accélération de l'urbanisation à horizon 2050<sup>9</sup>.

Le Bangladesh subit d'ores et déjà les conséquences du changement climatique (7<sup>ème</sup> pays le plus touché par des événements météorologiques extrêmes) et figure parmi les pays les plus vulnérables à ses effets (156<sup>ème</sup> sur 185 selon le classement ND-Gain et 167<sup>ème</sup> mieux préparé<sup>10</sup>). Certaines projections estiment que 17% de la surface du pays pourraient être submergés d'ici 2050. A cette même échéance, jusqu'à 20 millions de personnes pourraient être contraintes à se déplacer au sein du pays pour des raisons climatiques, telles que la montée des eaux, l'érosion côtière et la répétition de catastrophes naturelles (cyclones, glissements de terrains, inondations...).<sup>11</sup> Les pollutions urbaines, agricoles, et industrielles affectent la santé des Bangladais ainsi que la biodiversité locale : plusieurs millions de personnes subissent la salinisation ou la contamination à l'arsenic de l'eau ; la qualité très dégradée de l'air est à l'origine de plusieurs dizaines de milliers de morts par an ; la révolution verte, qui a permis l'augmentation de la production agricole et l'autosuffisance en riz en 2012, est en partie basée sur l'utilisation massive et nocive de pesticides et de fertilisants. Les forêts, surexploitées, entraînent des dégâts sur la biodiversité, les sols et le climat, alors que 38 millions de personnes en dépendent pour vivre.

---

6 PNUD (2021)

7 Facilité de crédit élargie de 3,3 Mds USD, approuvée en janvier 2023.

8 Banque mondiale, 2018

9 Banque Mondiale, 2018 : New year with a fresh start: Addressing urban poverty in Bangladesh

10 ND-Gain Country Index, 2021: Country Index // Notre Dame Global Adaptation Initiative

11 Banque Mondiale, 2018: Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration

Malgré sa très faible contribution aux émissions mondiales de gaz à effets de serre (0,35%), les enjeux d'atténuation n'en restent pas moins importants. Les émissions de GES sont relativement faibles (près de 4 fois inférieures à la moyenne mondiale en tCO<sub>2</sub> eq/hab.), mais elles ont néanmoins cru de 60% depuis 2000, tirées par la croissance économique et la démographie. Le défi du pays sera de répondre à des besoins énergétiques croissants, tout en maintenant un niveau d'émissions compatible avec un scénario à +1,5 C°. Le secteur de l'énergie représente 33% des émissions GES totales (derrière l'agriculture avec 39%). Pour répondre à la demande grandissante, le pays prévoit de tripler sa capacité installée d'ici 2040 (de 22GW à 57 GW) en s'appuyant notamment sur ses réserves abondantes en charbon. Par ailleurs, en dépit des engagements du plan quinquennal précédent, la part d'énergies renouvelables dans la génération d'électricité n'a finalement atteint que 3% (au lieu de 10%). Les besoins énergétiques bangladais restent largement couverts par les ressources fossiles tels que le gaz naturel (79% à lui seul), le charbon, le pétrole et les biocarburants. Au-delà de la production, se posent également les défis de la distribution et de l'efficacité du réseau électrique, toujours importants.

La consolidation du système financier du Bangladesh est également nécessaire pour accroître la mobilisation du secteur financier en faveur de l'investissement solidaire et durable du pays. Les efforts de la Banque centrale du Bangladesh n'ont pas encore produit tous les effets escomptés. Les financements des banques en faveur de l'investissement solidaire et durable représentent seulement 0,5% des prêts, loin de l'objectif de 5 % fixé par la Bangladesh Bank. Les recommandations formulées par la Bangladesh Bank dans ses circulaires ne semblent pas encore pleinement intégrées par l'ensemble des banques commerciales.

Enfin, le Bangladesh a été menacé ces dernières années par le cas non résolu des réfugiés Rohingyas aux frontières avec le Myanmar. En effet, le Bangladesh doit gérer depuis 2017, avec la crise des Rohingyas, plus d'un million de réfugiés (dont la moitié sont des enfants). Installés dans des camps très denses à Cox's Bazaar, dans le sud-est du pays, ces réfugiés sont confrontés à des inondations, des incendies et des conditions de vie qui se détériorent alors qu'une solution durable à cette crise complexe peine à émerger, malgré l'aide internationale apportée. Le Bangladesh plaide chaque année auprès des Nations-Unies pour un retour des réfugiés au Myanmar, dans des conditions dignes et respectueuses de leurs droits fondamentaux, sans succès. Cette situation crée de plus en plus de tensions dans les camps mais aussi hors des camps.

## 1.3 Un pays au carrefour de l'Asie

Sur le plan des relations internationales, le Bangladesh adopte une politique fondée sur le principe de non-alignement et de « friendship to all and malice towards none », lui permettant de préserver des relations équilibrées avec ses principaux partenaires, notamment l'Inde et la Chine, tout en jouant un rôle actif dans les dynamiques d'intégration et de coopération régionales.

En raison de sa situation géographique, le Bangladesh partage avec ses voisins, en particulier l'Inde, des enjeux structurants en matière de gestion des ressources naturelles, de qualité de l'air et de partage des eaux transfrontalières, qui rendent indispensable une coopération régionale soutenue. Les questions liées aux écosystèmes communs, aux flux hydriques du Gange et du Brahmapoutre ou encore aux interconnexions énergétiques et commerciales illustrent cette forte interdépendance.

En tant que pays moins avancé particulièrement vulnérable au changement climatique, le Bangladesh a su faire de ses faiblesses une force et se positionner comme un leader du défi climatique. Véritable laboratoire d'action de la société civile, avec un tissu d'ONG très fort, et terrain d'adaptation et de résilience, le pays a développé un « *weak power* » reconnu dans les enceintes internationales. Il fait figure de précurseur et de modèle en matière d'adaptation menée localement, démontrant l'efficacité de l'autonomisation des communautés face au changement climatique, mais reconnaît également la réalité des impacts irréversibles induits. Le Bangladesh joue un rôle actif dans les négociations climatiques, notamment au sein des COP, plaidant pour une plus grande solidarité et une assistance financière et technologique accrues pour les pays vulnérables, notamment via le fonds pour les pertes et les dommages adopté lors de la COP27. Il a ainsi présidé le Climate Vulnerable Forum (CVF) à deux reprises, ainsi que le V20 (Vulnerable Twenty).

## 2. LES ATTENTES DU BANGLADESH

### 2.1 Besoins de financement

Le Bangladesh est un récipiendaire majeur d'investissement solidaire et durable. Il se classe en moyenne à la 2<sup>ème</sup> place en termes d'APD brute reçue déclarée au CAD de l'OCDE<sup>12</sup>. Toute aide confondue, les trois dernières années fiscales ont constitué des records, avec plus de 8 milliards USD reçus en moyenne par an. Environ 95% sont des prêts et 5% des subventions. Avant toute chose, le Bangladesh tire le meilleur parti de son accès à une aide concessionnelle, notamment via ses trois principaux bailleurs (JICA, Banque asiatique de développement et Banque mondiale), avant de quitter son statut de PMA.

Les besoins de financements pour réaliser les ODD restent considérables. Le Bangladesh finance à hauteur de 75% les financements climatiques à partir de ses propres ressources. Entre les exercices budgétaires 2015-2016 et 2022-2023, il a alloué environ 8% de son budget national annuel aux enjeux climat, ce qui représente 0,8% du PIB national.

- En matière d'adaptation, alors que le gouvernement dépense environ 1,2 milliards USD, il lui faudrait multiplier par 7 ses dépenses pour la mise en œuvre de son Plan National d'Adaptation (soit 8,5 milliards USD supplémentaires par an) ;
- En matière d'atténuation, les coûts estimés de la CDN s'élèvent à 32 milliards USD selon le scénario inconditionnel et à 143 milliards USD selon le scénario conditionnel sur dix ans (2021-2030) ;
- Selon la Banque mondiale, entre 3 et 7% du PIB national sont annuellement requis pour le climat, ce qui représente entre 15 à 30 milliards USD de plus que le budget climat actuel du gouvernement bangladais ;
- Ces besoins financiers seront également impactés par les pertes et dommages liés aux catastrophes climatiques récurrentes dans le pays. Bien que difficiles à évaluer précisément, la Banque asiatique de développement estime que ces impacts pourraient entraîner une perte annuelle comprise entre 2 et 9% du PIB national jusqu'en 2050. D'après le FMI, le coût financier d'une inondation majeure est évalué entre 3 et 5 milliards USD, ce qui représente 3 à 5 % du total des encours de prêts.

Dans ce contexte, la mobilisation des ressources tant publiques que privées est cruciale. Conscientes de la nécessité d'impliquer tous les acteurs, les autorités du Bangladesh ont élargi la portée de leur cadre fiscal dédié au climat, intégrant le rôle essentiel du secteur privé, des ONG et des organisations de la société civile. Elles soulignent l'importance d'adopter de nouveaux outils, notamment dans le domaine des prêts et des assurances. En 2022, le Bangladesh est le premier pays d'Asie à avoir bénéficié d'un financement de la Facilité *Resilience and Sustainability Trust* (RST) du FMI (1,4 milliards USD en complément du financement classique *Extended Credit Facility* - ECF). Le FMI œuvre depuis, au côté des autres bailleurs dont l'AFD à travers la *Bangladesh Climate and Development Platform* lancée à la COP 28, à entrainer un effet catalyseur pour mobiliser davantage de financements pour le climat. L'objectif est de non seulement augmenter les financements des partenaires d'investissement solidaire et durable, mais surtout de collaborer à la mise en place d'outils et de mécanismes de financement multi-bailleurs qui stimulent la mobilisation des capitaux privés dédiés au climat. Cela peut inclure la création d'un fonds d'investissement, l'émission d'obligations vertes et la mise en place de fonds pour la préparation de projets.

### 2.2 La France et l'Europe, partenaires du Bangladesh

Les liens d'amitiés entre le Bangladesh et la France se renforcent. En 2022, les deux pays ont célébré le 50<sup>ème</sup> anniversaire de leurs relations diplomatiques, une année qui a également vu leurs échanges commerciaux atteindre un niveau sans précédent de 5 milliards d'euros. Des consultations politiques bilatérales se sont tenues en janvier 2023 pour approfondir la coopération dans de nombreux domaines tels que le commerce, la défense et sécurité dans l'espace Indopacifique, la gestion des réfugiés Rohingyas, la coopération universitaire (bourses étudiantes), les échanges culturels et l'investissement solidaire et durable. Les deux partenaires reconnaissent

<sup>12</sup> OCDE 2021

aussi l'importance d'une coopération dans les enceintes régionales et multilatérales. Une attention particulière est portée aux enjeux climatiques : le Bangladesh, très investi sur la scène internationale pour l'agenda climatique, et longtemps porte-parole des pays les plus vulnérables, souhaite être reconnu comme pays leader en matière d'adaptation. Le pays est à l'origine de nombreuses initiatives et avancées dans les négociations climat à la CCNUCC<sup>13</sup>, comme dernièrement sur les pertes et dommages ou les principes de « locally-led adaptation ». Le pays considère en outre que la France a un rôle particulier à jouer en la matière du fait de l'accord de Paris, dont les engagements importants restent d'actualité. Le Bangladesh a participé au sommet pour un Nouveau Pacte Financier mondial à Paris en juin 2023. Et ce sujet climatique aura été un thème fort de la visite présidentielle d'Emmanuel Macron en septembre 2023 à Dhaka, plus de 30 ans après la précédente. La protection des forêts et de la biodiversité a également été identifiée comme un sujet d'intérêt commun, le Bangladesh abrite en effet avec l'Inde les Sundarbans, la plus grande forêt de mangrove du monde et réserve de biosphère.

La relation entre le Bangladesh et l'Union Européenne repose sur une coopération économique solide. Grâce au régime « Tout sauf les armes » (TSA), le Bangladesh peut exporter en franchise douanière et sans quota vers les pays membres. L'UE est ainsi devenue son premier partenaire commercial, absorbant plus de la moitié de ses exportations, principalement issues de l'industrie textile et de l'habillement. Avec sa sortie prévue du statut de PMA, le Bangladesh devrait intégrer le régime « Système de Préférences Généralisées + » (SPG+) à partir de 2029, bien qu'il souhaite prolonger sa période de transition de trois ans supplémentaires. En matière d'investissement solidaire et durable, l'UE priorise trois domaines : le capital humain, le développement durable et la gouvernance inclusive. Il existe par ailleurs deux « Team Europe Initiatives » (TEI) sur le travail décent et l'énergie verte.

La stratégie Indopacifique de la France peut offrir des perspectives, notamment au côté de l'Inde, en ce qui concerne la sécurité mais aussi la lutte contre le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes. Le pays peut également tirer parti de la plateforme européenne « Global Gateway », qui vise à soutenir les investissements durables et de haute qualité dans les infrastructures de la région.

## 2.3 Le positionnement du groupe AFD

Avec une activité qui a démarré en 2012, l'AFD est le plus récent des bailleurs présents au Bangladesh. Au fil des années, l'agence a consolidé une relation de confiance avec les autorités bangladaises. Entre 2019 et 2023, ses engagements au Bangladesh ont triplé, atteignant ainsi 1,6 milliards EUR. Depuis mai 2022, l'AFD opère officiellement en tant que « partenaire de développement » grâce à un accord intergouvernemental qui lui accorde ce statut. Bien que son volume de financements soit modeste, l'AFD occupe une place reconnue parmi les bailleurs présents<sup>14</sup>. Du côté du secteur privé, PROPARCO accorde principalement des financements aux banques et aux entreprises, l'approche projet restant à ce stade prospectif dans le pays. Son portefeuille s'élève à 135 millions de dollars avec un encours de 20 millions de dollars (janvier 2023).

Le groupe AFD est à l'écoute des besoins et mobilise une palette variée d'outils pour y répondre, au premier desquels se trouvent les prêts bonifiés adaptés. L'AFD ajuste toutefois progressivement sa tarification en ligne avec les perspectives de sortie du statut de PMA du pays. Elle mobilise également des subventions françaises (uniquement des Facilités d'Amorçage, de Préparation et de Suivi de projet - FAPS et des Fonds d'Expertise Technique et d'Echange d'expérience - FEXTE jusqu'à présent) et européennes pour l'accompagnement technique de projets phares. En collaboration avec d'autres acteurs tels que la Banque asiatique de développement, l'UE, la KfW, la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement, l'AFD cofinance plusieurs projets pour maximiser leurs impacts.

Le gouvernement souhaiterait voir l'AFD accroître ses financements (concessionnels) annuels, avec une part croissante de prêts budgétaires. L'exploration de prêts non-souverains en devises à des banques ou entreprises publiques n'a pas abouti jusqu'à présent. En revanche, PROPARCO propose des prêts de long terme dans le secteur privé, dont plus de la moitié sont intermédiés, et une part importante de ces prêts (20%) est allouée au secteur du prêt-à-porter, pilier essentiel de l'économie du pays.

---

<sup>13</sup> Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques

<sup>14</sup> Les trois principaux bailleurs sont la Japan International Cooperation Agency (JICA), la Banque mondiale (BM), et la Banque asiatique de développement (BASD).

Les secteurs d'intervention du groupe AFD se diversifient : financement de projets d'infrastructures urbaines dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, des transports, de l'énergie ; financement de lignes de crédits auprès d'institutions financières publiques visant à inciter les investissements privés à fort co-bénéfices climat ou sociaux ; financements budgétaires en faveur de la mise en œuvre des plans sectoriels en matière de santé et de protection sociale, ou encore pour la mise en œuvre des plans nationaux climat. En ligne avec les TEI, l'AFD privilégie l'utilisation des ressources européennes dans les secteurs de l'énergie et de l'emploi industriel décent, secteurs également prioritaires pour PROPARCO.

## 3. STRATEGIE DU GROUPE AFD AU BANGLADESH ENTRE 2024-2028

### 3.1 Cadre d'intervention proposé

Pour la période 2024-2028, le groupe AFD accompagnera le Bangladesh vers sa sortie du statut de PMA et dans la mise en œuvre de sa stratégie climat. Cette démarche s'aligne avec :

- Les impératifs d'investissement solidaire et durable du Bangladesh et la priorité donnée à l'adaptation au changement climatique ;
- Les objectifs d'investissement solidaire et durable de la France au Bangladesh tel qu'indiqué dans le Plan d'action de l'Ambassade qui met le climat au cœur des actions du groupe AFD ;
- Les différentes stratégies du groupe AFD, dont la stratégie régionale Asie du Sud, 3 piliers stratégiques seront particulièrement capitaux pour la période à venir : une offre Groupe renforcée avec PROPARCO et EF qui cherche à démarrer des activités dans le pays ; un positionnement systématique « du côté des autres » ; des efforts de mobilisation avec la poursuite des cofinancements et le développement de partenariats d'expertise et de recherche entre structures françaises et bangladaises ;
- L'Agenda 2030 des Nations Unies, avec des financements qui ciblent 16 des 17 ODD (l'ODD « éducation de qualité » faisant figure d'exception).

La finalité de nos activités se déclinera autour de trois objectifs opérationnels tout en veillant à la réalisation d'objectifs transversaux :

- Promouvoir une gestion durable des territoires et des ressources naturelles dans une perspective d'adaptation au changement climatique, priorité du Bangladesh et du groupe AFD ;
- Soutenir les trajectoires « bas carbone » du pays ;
- Promouvoir une croissance juste et inclusive en réduisant les déséquilibres sociaux et environnementaux.

L'AFD continuera à financer en priorité des projets avec de forts co-bénéfices climat (en moyenne 70%), en portant une attention particulière à l'adaptation au changement climatique, mais aussi à l'égalité de genre.

Le groupe AFD, tout en poursuivant son activité sectorielle, cherchera à appuyer le gouvernement dans sa stratégie pour lutter contre les effets du changement climatique, en particulier par le développement de la finance climat et dans le dialogue sur les politiques publiques climatiques.

## 3.2 Perspectives opérationnelles envisagées

### **Priorité 1 : Promouvoir une gestion durable des territoires et des ressources naturelles dans une perspective d'adaptation au changement climatique.**

Conformément à la priorité donnée par le Bangladesh à l'adaptation au changement climatique, l'AFD s'efforcera d'intégrer ces considérations dans ses différents secteurs d'intervention ; de manière directe sur les aspects de résilience des territoires, de réduction du risque des catastrophes ; et de manière indirecte concernant l'aménagement urbain et la protection des ressources naturelles. L'AFD s'appuiera sur son expertise dans le secteur du développement urbain pour proposer des solutions adaptées aux enjeux des villes bangladaises : migrations internes, vulnérabilité aux catastrophes naturelles, congestion et pollution, manque de logements verts et abordables, accès inégal aux services (notamment transport, eau et assainissement). Le groupe AFD continuera à promouvoir une gestion durable des territoires, sous l'angle de la réduction des pollutions (air, eau, sol), en s'appuyant sur les réglementations industrielles et agricoles. L'AFD mettra également l'accent sur la préservation des ressources naturelles, et en particulier la biodiversité, tout en encourageant l'essor de l'économie bleue.

#### Pistes d'opérationnalisation :

Le financement de stations de traitement d'eau potable et d'épuration sera poursuivi. Dans le cadre d'un nouveau partenariat avec les deux divisions principales du ministère des collectivités locales, des infrastructures urbaines dans l'eau potable, l'assainissement, et la gestion des déchets solides de villes secondaires pourront être financées, ainsi que la construction de drains pour lutter contre les inondations récurrentes.

Le financement via PRCC<sup>15</sup> d'un projet de lutte contre la pollution industrielle des rivières par le secteur du textile permettra de travailler sur l'amont (produits chimiques utilisés par les entreprises) tandis que le travail sur l'aval déjà entamé sera poursuivi (suivi du Masterplan de lutte contre la pollution industrielle de la rivière Meghna).

Le premier prêt de politiques publiques climat sera déployé, accompagné de plusieurs partenariats techniques qui permettront i) de démarrer les réflexions sur le continuum adaptation – gestion des catastrophes naturelles – pertes et préjudices mais aussi sur l'adaptation des villes face à l'augmentation des migrations climatiques internes ; ii) de développer la finance climat privée avec la Banque centrale du Bangladesh (taxonomie, obligations vertes, voire bleues) ; et iii) d'appuyer le gouvernement en termes de planification climat et genre des finances publiques. Au-delà du lien avec les actions de politiques publiques attendues dans le cadre du prêt climat, le travail effectué via ces partenariats permettra de nourrir le portefeuille de projet à venir, notamment sur les sujets gestion des catastrophes naturelles (l'identification d'un prêt de contingence n'ayant pas abouti) et d'adaptation au niveau local, comme de mobilisation de la finance privée en faveur de l'adaptation.

Le secteur de l'économie bleue sera investigué (un premier projet d'économie bleue est en cours de réflexion) ainsi que celui de la biodiversité, avec un focus spécifique sur la gestion des mangroves, qui intègre également des enjeux d'adaptation et de résilience pour les populations locales.

Enfin, le Bangladesh pourrait faire partie de la liste des premiers pays à bénéficier du nouveau mécanisme de clauses de suspension de la dette en cas de catastrophe naturelle validé à la COP 28.

### **Priorité 2 : Soutenir les trajectoires « bas carbone » du pays.**

Le groupe AFD souhaite soutenir le Bangladesh dans l'atteinte de objectifs de sa CDN. Pour cela, il convient d'accompagner la décarbonation du mix énergétique bangladais, encore très dépendant des énergies fossiles, et chercher à minimiser autant que possible le recours à celles-ci pour répondre à la demande énergétique croissante. Ayant conscience des contraintes, notamment foncières, qui pèsent sur le développement des énergies renouvelables, le Groupe continuera à soutenir le renforcement du système électrique (notamment l'efficacité énergétique des équipements). Il s'emploiera également à concevoir des trajectoires « bas carbone », dans d'autres secteurs, tels que le transport public, ou le bâtiment. Cet appui pourrait notamment prendre la forme de définition de réglementations ou de standards (efficacité énergétique des bâtiments, problématique du recours croissant à l'air conditionné) et s'intégrer dans les choix architecturaux de projets dans d'autres secteurs), comme l'agriculture.

---

<sup>15</sup> Programme de renforcement des capacités commerciales de la DGT

Pistes d'opérationnalisation :

Le secteur de l'énergie reste prioritaire dans le soutien de la trajectoire bas carbone.

Le partenariat avec l'opérateur public d'électricité DPDC<sup>16</sup>, sera poursuivi et la recherche de partenariat avec de nouveaux opérateurs (NESCO<sup>17</sup>, BPDB<sup>18</sup>) sera intensifiée (distribution, efficacité et résilience face aux aléas climatiques des réseaux électriques).

Les lignes de crédit actuelles d'efficacité énergétique des entreprises avec les institutions financières IDCOL<sup>19</sup> et BIFFL<sup>20</sup> seront si possible complétées par de nouvelles lignes de crédit. Le développement de l'habitat vert pourrait se faire au travers d'une ligne de crédit avec l'institution financière publique BHBFC<sup>21</sup>.

**Priorité 3 : Promouvoir une croissance juste et inclusive en réduisant les déséquilibres sociaux et environnementaux.**

En capitalisant sur les premiers prêts de politique publique dans le secteur de la santé/protection sociale instruits en réponse à la crise Covid, l'AFD poursuivra un dialogue avec les autorités pour renforcer les filets sociaux, notamment leur ciblage, et les logiques préventive et adaptative. Le groupe AFD soutiendra la diversification de l'économie bangladaise, en étant sensible aux projets présentant des opportunités économiques pour les populations locales, tout en continuant de porter une attention à la mise aux normes sociales et environnementales des secteurs soutenus (notamment du textile). Le groupe AFD sera soucieux de contribuer à l'atténuation des déséquilibres sociaux : l'accessibilité et l'inclusivité des bénéficiaires des projets financés sera partout recherchée. La dimension « genre » des projets sera systématiquement examinée.

Pistes d'opérationnalisation :

Le dialogue avec le gouvernement se poursuivra afin de dégager des pistes de financement en termes de protection sociale adaptative, en complément des actions liées aux prêts budgétaires actuels.

La Bangladesh Bank a exprimé l'intérêt de répliquer la ligne de crédit actuelle visant à financer des investissements de mise aux normes d'hygiène et sécurité, environnementales et sociales dans les usines de fabrication d'habits. Les leçons de la première ligne de crédit alimenteront la réflexion pour envisager un autre financement du secteur.

La promotion du rôle de la femme dans la société bangladaise reste un sujet majeur à développer. En plus de la poursuite de la recherche d'actions spécifiques pour le genre dans chacun des projets financés (pour rappel 80% des financements octroyés entre 2020 et 2022 étaient CAD 1), l'AFD cherchera à identifier et instruire un projet dont l'objectif principal est l'amélioration de l'égalité femmes-hommes.

---

<sup>16</sup> Dhaka Power distribution Company

<sup>17</sup> Northern Electricity Supply Company Limited

<sup>18</sup> Bangladesh Power Development Board

<sup>19</sup> Infrastructure Development Company Limited

<sup>20</sup> Bangladesh Infrastructure Finance Fund Limited

<sup>21</sup> Bangladesh House Building Finance Corporation

### 3.3 Objectifs et moyens

Pour répondre aux enjeux et rester un partenaire du Bangladesh parmi les bailleurs de fonds clé, l'AFD cherchera à engager un montant moyen annuel de 200 à 250 millions d'euros. Ces engagements seront constitués majoritairement de prêts, mais la mobilisation de subventions sera également nécessaire. Une première enveloppe de 3 millions d'euros de subvention 209 a été accordée au Bangladesh pour accompagner le prêt budgétaire de politiques publiques climat octroyé fin 2023. Par ailleurs, l'AFD continuera aussi de mobiliser des subventions auprès de l'Union européenne, l'assistance technique permettant de renforcer les capacités des contreparties et d'améliorer la mise en œuvre des projets.

L'AFD mobilisera la diversité de ses modalités d'intervention au Bangladesh. L'aide projet, notamment dans des secteurs porteurs d'intérêts économiques français, restera une modalité importante de mise en œuvre des financements de l'AFD au Bangladesh. Les prêts de politique publique continueront d'être mobilisés, notamment du fait de leur rôle dans l'appui aux réformes et en réponse à une forte demande des autorités bangladaises en faveur de cet outil. L'AFD explorera également de nouveaux outils tels que les financements budgétaires de programme (ou *Results-based loans*). Les lignes de crédit, plusieurs fois mises en œuvre par l'AFD au Bangladesh, resteront un outil privilégié. Malgré les difficultés rencontrées, le développement de financements non souverain sera recherché pour accompagner l'investissement public.

L'AFD va appuyer le gouvernement dans ses réflexions stratégiques sur le climat et sur le développement de la finance verte. A titre d'exemple, la coopération avec les institutions financières sera renforcée, en particulier la Bangladesh Bank, sur les objectifs de finance climat et verte, ainsi que le développement de nouveaux outils financier.

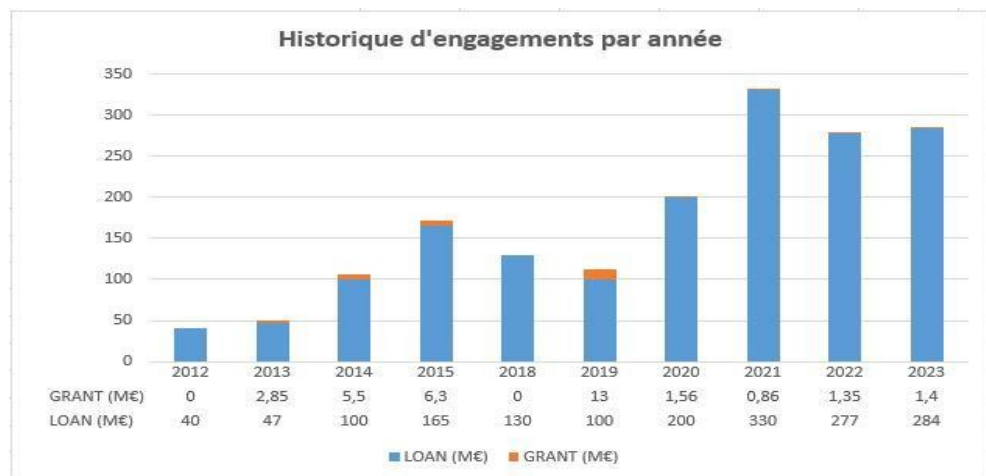
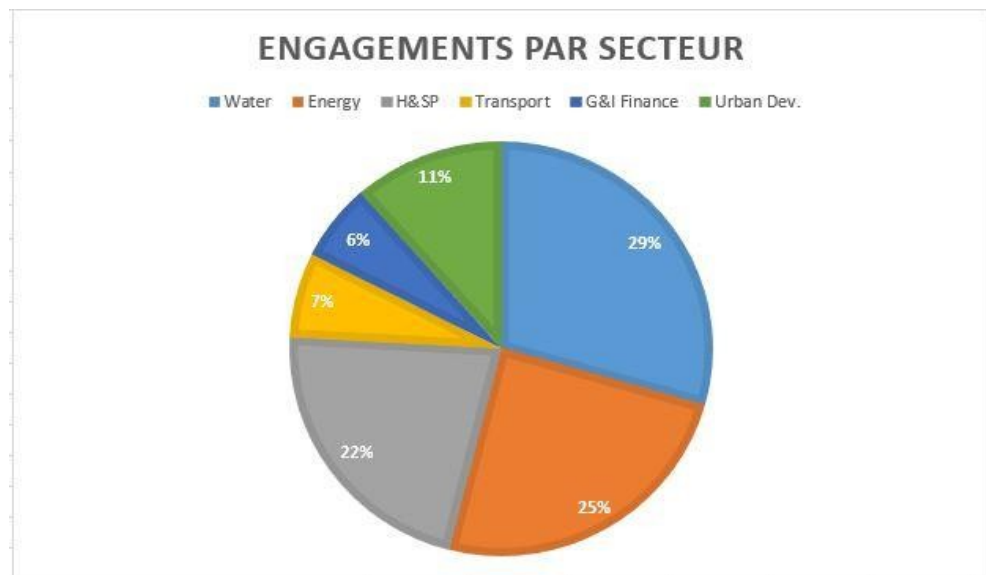
Le groupe AFD renforcera les synergies entre ses entités pour améliorer son offre. PROPARCO restera actif sur le renforcement du secteur bancaire, la mise aux normes de l'industrie du prêt à porter (en portant les sujets de gouvernance, de genre), et autant que possible les énergies vertes (via l'inclusion dans les projets industriels ou l'appui aux producteurs privés d'énergie solaire).

Pour réaliser ces objectifs, l'AFD continuera de mettre en œuvre une approche de mobilisation. Les besoins financiers importants, notamment en matière d'infrastructures, nécessiteront la mise en œuvre de co-financements, ce dont l'AFD au Bangladesh a déjà l'expérience (Banque mondiale, Banque asiatique de développement, KfW, Banque européenne d'investissement...). L'excellente relation avec la délégation de l'Union Européenne ainsi qu'avec le service économique de l'Ambassade devra être maintenue en vue d'une coopération renforcée. Au-delà des cofinancements, le groupe AFD fait partie de la plateforme multi bailleurs climat créée sous l'égide du FMI et annoncée à la COP 28 en décembre 2023. Outre la volonté de coordination des financements des bailleurs, cette plateforme vise à mobiliser la finance publique comme privée en faveur du climat, via des mécanismes innovants existants ou à développer, tout en réfléchissant aux moyens de mettre en œuvre concrètement l'approche « whole of society » incluant les milieux de la recherche, la jeunesse et les ONG. Enfin, l'action de l'AFD au Bangladesh continuera de s'inscrire dans le cadre plus large de la politique française en Indopacifique, qui vise à renforcer la présence et l'action de la France dans la région sur les plans politique, stratégique, économique et environnemental, en consolidant notamment des partenariats stratégiques.

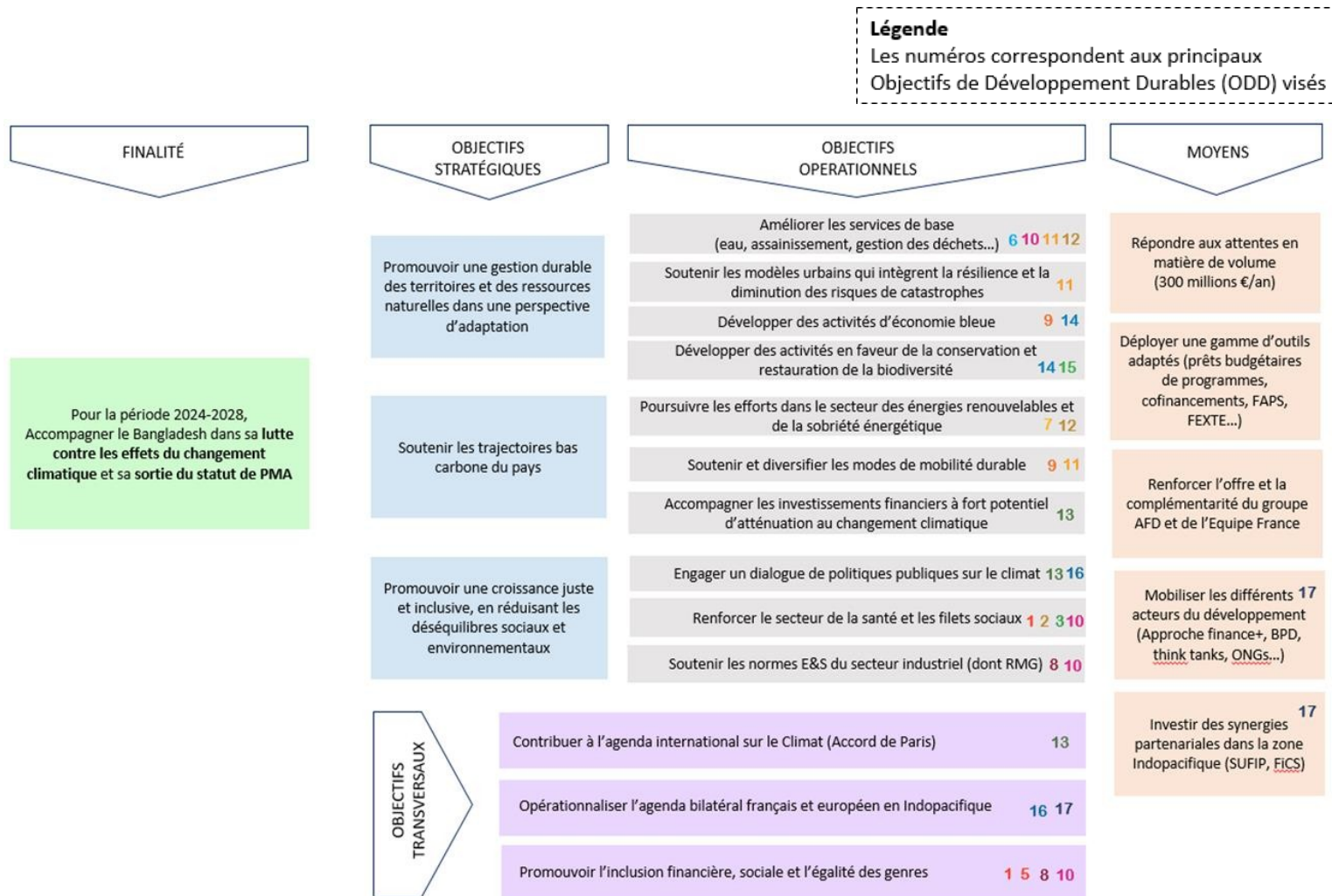
## 4. ANNEXES

### ANNEXE 1. Portefeuille et historique d'engagement

Historique d'engagements et portefeuille à fin 2023



## ANNEXE 2. Cadre logique d'intervention du groupe AFD



---

## Pour un monde en commun

---

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable, et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable.

Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.



[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

Twitter : @AFD\_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd\_france

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31